20 ans : 20 réalités depuis les Accords d'Oslo

Ce mois de Septembre marque l'anniversaire des 20 ans de la signature des premiers accords d'Oslo, ou Déclaration de Principe. En dépit des milliards de dollars d'aide internationale, et des efforts de la communauté internationale pour soutenir la construction d'un état palestinien, les 20 dernières années ont été marquées par l'occasion manquée. Les populations du Territoire Palestinien Occupé continuent d'être pénalisées par la colonisation incessante d'Israël et sont la cible de politiques discriminatoires et des pratiques qui les accompagnent. Aujourd'hui, une nouvelle session de négociations vient d'être entammée.

Au cours des 20 dernières années

- **Israël a rapidement multiplié ses colonies dans toute la Cisjordanie y compris dans Jérusalem Est. Le nombre de colons israéliens a plus que doublé**, passant de 262 500 colons en 1993[1] à plus de 520 000 aujourd'hui dont 200 000 à Jérusalem Est[2]. Les colonies israéliennes sont considérées comme illégales au regard du droit international[3] et sont perçues comme un obstacle majeur à la paix. Le gouvernement israélien alloue jusqu'à 28 000 dollars pour chaque appartement construit dans une colonie[4] et les colons profitent de nombreux avantages financiers, y compris des exemptions de taxes[5]. Malgré la reprise des négociations, le gouvernement israélien a ordonné au cours du mois dernier la construction d'au moins 3600 logements dans les colonies[6].

- **Israël contrôle 80% des ressources hydrauliques palestiniennes** et les 520 000 colons Israéliens utilisent environ 6 fois la quantité d'eau qu'utilisent les 2,6 millions de Palestiniens de Cisjordanie[7]. La plupart des colonies de Cisjordanie sont situées près de ressources hydrauliques auxquelles les Palestiniens ont interdiction d'accéder. Les colons israéliens de la vallée du Jourdain utilisent de grandes quantités d'eau pour faire pousser des produits agricoles pour l'exportation alors que les agriculteurs palestiniens peinent à irriguer leurs plantations. Le processus d'Oslo avait mis en place un Comité Mixte de Gestion de l'eau afin de gérer les ressources d'eau partagées de Cisjordanie. Même si ce comité est constitué de Palestiniens et d'Israéliens en nombre égal, la

[1] 110 900 en Cisjordanie, 146 800 à Jérusalem Est: 'By Hook and By Crook: Israeli Settlement Policy in the West Bank.' B'Tselem. Juillet 2010, p10. Et 4800 colons supplémentaires à Gaza: 'Israeli Settler Population, 1972-2006.' Foundation for Middle East Peace. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 http://www.fmep.org/settlement_info/settlement-info-and-tables/stats-data/israeli-settler-population-1972-2006.

[2] 'The Humanitarian Impact of Israeli Settlement Policies, Mise à jour Décembre 2012.' OCHA OPT.

[3] Quatrième Convention de Genève, Article 49.

[4] 'By Hook and By Crook: Israeli Settlement Policy in the West Bank.' B'Tselem. Juillet 2010.

[5] 'Encouragement of migration to the settlements.' B'Tselem. Janvier 2013. <http://www.btselem.org/settlements/migration>.

[6] 'Facts on the Ground Peace Index.' IMEU, 29 Aout 2013

[7] 'Rapport conjoint soumis par le Emergency Water, Sanitation and Hygiene group (EWASH) et Al-Haq au Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels à l'occasion de l'élaboration du Troisième Rapport Périodique d'Israël » Septembre 2011. http://www.ewash.org/files/library/Factsheet%202%20-%20A4.pdf.

réalité fait que les Israéliens y bénéficient d'un droit de veto exclusif sur les ressources hydrauliques et le développement d'infrastructures en Cisjordanie[8].

- **Israël a démoli plus de 15 000 structures palestiniennes dans le Territoire Palestinien Occupé depuis 1993**, dont des maisons, des systèmes hydrauliques, des installations agricoles et d'autres biens essentiels. Aujourd'hui plus de 4500 ordres de démolition extraordinaire pèsent sur des structures palestiniennes[9]. La vaste majorité des démolitions sont ordonnées du fait qu'une maison ou une structure a été construite sans permis. Néanmoins, plus de 94% des demandes de permis palestiniens ont été rejetées par le gouvernement israélien ces dernières années[10]. Au cours du dernier mois, Israël a démoli au moins 36 bâtiments palestiniens, laissant 11 familles sans foyer[11].

- **Les colonies en expansion s'étendent désormais sur plus de 42% du territoire de la Cisjordanie[12]**. Un cinquième du territoire occupé par les colonies s'étend sur des terres privées palestiniennes[13]. Alors que les zones construites des colonies israéliennes couvrent 1,5% de la Cisjordanie, la totalité de la colonisation israélienne couvre bien plus de territoire. L'allocation et l'utilisation des ressources foncières, agricoles et des installations industrielles, des routes de contournement et autres infrastructures sont également sous l'autorité des conseils régionaux israéliens des colonies, au sein desquels les Palestiniens n'ont aucune représentation.

- **Aujourd'hui, il y a plus de 100 avant-postes de colonies ; mis ensemble, ils contrôlent plus de 16 000 dunums[14] de terre en Cisjordanie[15]**. Ces avant-postes sont des colonies établies sans autorisation officielle d'Israël. Même si des ordres de démolitions sont parfois émis par les autorités israéliennes, ils ne sont que très rarement appliqués et ces avant-postes sont souvent soutenus par les ministères israéliens. Ils ont commencé à être établis en 1996 quand le gouvernement d'Israël a étendu son autorité sur l'expansion des nouvelles colonies. Le texte des accords d'Oslo n'interdisait pas expressément l'expansion des colonies, néanmoins l'esprit de l'accord reconnaissait l'intégrité territoriale de la Cisjordanie et Gaza comme centrale pour le futur état palestinien.

- **Les Palestiniens sont démunis face à la violence des colons**. Juste après Oslo, en février 1994, on se souvient qu'un colon a tué 29 palestiniens à Hebron. Depuis cet événement, l'enregistrement systématique des violences des colons montre que celles-ci ne font que croître et mettent en péril la sécurité physique et les moyens de subsistance des Palestiniens. Le nombre d'attaques de colons ayant causé des victimes palestiniennes et des dommages aux biens a augmenté de 32% entre 2010 et 2011 et de plus de 144% depuis 2009[16]. Rien qu'en 2011, 10 000 arbres détenus par des Palestiniens, en premier lieu des oliviers, ont été détruits ou endommagés[17]. Plus de 90% des plaintes enregistrées contre des violences de colons ont été classées sans

---

[8] Emergency, Water, Sanitation and Hygiene group (EWASH) Fact Sheet 2: http://www.ewash.org/files/library/Factsheet%202%20-%20A4.pdf.

[9] 'The State of Palestine.' IDMC. Dernier Accès le 4 septembre 2011 <http://www.internal-displacement.org/idmc/website/countries.nsf/%28httpEnvelopes%29/98F0726BF7D6AA45C12574B30055BD32?OpenDocument>. Et 'Statistics on demolition of houses built without permits in the West Bank (Not including East Jerusalem).' B'Tselem, 16 Juin 2013. Dernier Accès le 4 Septembre 2013 <http://www.btselem.org/planning_and_building/statistics>.

[10] 'Frozen out in the West Bank,' Rapport de Human Rights Watch. Février 2011. Dernier Accès le 6 Septembre 2013.

[11] Facts on the Ground Peace Index.' IMEU, 29 Aout 2013.

[12] By Hook and By Crook: Israeli Settlement Policy in the West Bank.' B'Tselem. Juillet 2010.

[13] Ibid.

[14] Un dunam équivaut à 1000km^2.

[15] Ibid.

[16] 'Israeli Settler Violence in the West Bank', OCHA Fact Sheet, Novembre 2011.

[17] Ibid.

suite au cours des dernières années[18]. Par ailleurs, huit colons israéliens ont été tués et 37 autres blessés par des Palestiniens en 2011, contre cinq tués et 50 blessés en 2010[19].

- **Les Accords d'Oslo**

Le processus de paix d'Oslo devait mener à un accord final négocié entre les parties en cinq ans. Des problèmes récurrents tels que le statut de Jérusalem, les colonies israéliennes, les questions sécuritaires, les frontières internationales, et les droits des refugiés Palestiniens devaient être résolus au cours de cette période.

Cela a aussi mené à la création de l'Autorité Palestinienne (AP) en charge de l'administration du territoire sous son contrôle. En 1995 ; la Cisjordanie a été divisée en zones A,B et C segmentant la Cisjordanie et limitant la souveraineté palestinienne : en zone A, l'AP a le contrôle militaire et civil total, en zone B, l'AP détient le contrôle civil mais la sécurité est assurée par le gouvernement d'Israël. En zone C, qui représente plus de 60% du territoire de la Cisjordanie et la seule zone contigüe, le gouvernement israélien détient le total contrôle militaire et civil.

Gaza est devenue de plus en plus isolée du reste du monde

- **Le taux de chômage à Gaza a explosé de moins de 10%[20] au début des années 90 à plus de 32% aujourd'hui[21].** Seulement 11% des femmes à Gaza ont un emploi, le plus faible taux d'emploi pour les femmes dans la région[22]. Plus de 50% des jeunes sont au chômage et les perspectives d'emplois sont gravement affectées par les restrictions sévères de mouvement hors de Gaza[23].

- **L'industrie de la pêche à Gaza a été détruite**. Avec Oslo, une zone de pêche de 20 miles nautiques avait été approuvée : aujourd'hui les pêcheurs ne sont pas autorisés à aller plus loin qu'à 6 miles nautiques de la côte de Gaza et ils font souvent l'objet de tirs à balles réelles venant de la marine israélienne patrouillant à la limite de la zone de pêche. De 2009 jusqu'à Novembre 2011, cette limite n'était qu'à 3 miles nautiques. Ces restrictions impliquent qu'environ 1400 tonnes de pêche sont perdues chaque année, soit une perte d'environ 26 millions de dollars par an pour l'économie palestinienne de Gaza[24]. La pêche était traditionnellement une industrie phare de Gaza ; aujourd'hui, plus de 95% des 3500 pêcheurs de Gaza reçoivent de l'aide internationale[25].

[18] Ibid.
[19] Ibid.
[20] 'Developing the Occupied Territories: the Economy.' Banque Mondiale, Vol. 2, Septembre 1993. Dernier Accès le 26 Août 2013 < http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/1993/09/698867/developing-occupied-territories-investment-peace-vol-1-6-overview>. p12.
[21] Actualité GISHA. 24 Février 2013. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www.gisha.org/item.asp?lang_id=en&p_ id=1849>.
[22] 'On the occasion of May 1 International Workers' Day: Indicators of the Labour Force in the Palestinian Territory.' Palestinian Central Bureau of Statistics. Dernier Accès le 6 Septembre 2013 <http://www.pcbs.gov.ps/Portals/_pcbs/PressRelease/workers_day_08e.pdf>.
[23]Ibid.
[24] 'Between the Fence and a Hard Place: the humanitarian impact of Israeli-imposed restrictions on access to land and sea in the Gaza Strip.' OCHA. Aout 2012. Dernier Accès 18 Aout 2013 <http://www.ochaopt.org/documents/ ocha_opt_special_focus_2010_08_19_english.pdf>.

[25] 'Access Restricted Areas (ARA) in the Gaza Strip.' OCHA Factsheet, Juillet 2013.

- **La population en augmentation de Gaza n'a nulle part où aller**. La densité de population en 1993 était de 1870 habitants par km²[26]. Aujourd'hui, plus d'1,7 million de personnes à Gaza vivent toujours sur 365 km² pour une densité de population d'environ 4,657 habitants par km². Cette densité est quasiment 14 fois supérieure à celle d'Israël où en 2011 elle était de 359 habitants par km²[27].

- **Rendant une petite terre encore plus petite, le périmètre de sécurité approuvé par Oslo a été unilatéralement et progressivement agrandi par Israël.** Aujourd'hui, Israël utilise régulièrement des tirs à balles réelles afin de maintenir un contrôle total sur la zone d'interdiction de passage dans Gaza et autour du périmètre d'Israël. Cela restreint l'accès à leur terre des Palestiniens qui vivent et travaillent près de ce périmètre[28]. En conséquence, plus de 35% des terres agricoles de Gaza sont pratiquement indisponibles pour des cultures : on estime que cela coûte a l'économie gazouie plus de 50 millions de dollars par an[29].

La terre, le peuple et la société palestinienne ont été fragmentés et divisés

- **Les résidents palestiniens de Jérusalem East luttent pour continuer de résider dans leur foyer.** Il est estimé que la municipalité de Jérusalem a démoli plus de 1600 structures palestiniennes - résidentielles, publiques ou commerciales - depuis 1993[30]. Plus de 86 500 personnes sont potentiellement menacées de voir leur maison détruite[31]. Cela en dépit du fait que la question de Jérusalem devait être traitée dans les négociations finales du processus de paix d'Oslo.

- **Un système de près de 550 points de contrôles, barrières et grilles contrôlés par les Israéliens a drastiquement réduit les mouvements des civils palestiniens[32]**. De 1972 à 1991, un système général de permis de sortie était en place par lequel les résidents du Territoire Palestinien Occupé étaient autorisés à se rendre librement en Israël et à Jérusalem Est, ainsi que transiter entre Gaza et la Cisjordanie[33]. En 1991, ces autorisations ont cessés et un nouveau système de permis israéliens restreignant la liberté de mouvement des Palestiniens et marquant le début de la politique de bouclage. De plus, plus de 400 points de contrôle ad-hoc sont déployés en moyenne chaque mois[34].

- **Le mur a séparé physiquement les communautés palestiniennes, les coupant de leurs terres agricoles et des services essentiels**. En 2002, le gouvernement d'Israël a entamé la construction d'un mur de 708 km de long. Son tracé prévoit de rendre plus de

---

[26] 'Developing the Occupied Territories : Overview.' Banque Mondiale, Vol. 1, Septembre 1993. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1993/09/01/000009265_397031 1123238/Rendered/PDF/multi0page.pdf>. p7, encadré 2.3.
[27] 'Densité de Population', Banque Mondiale, 2012. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.DNST>.
[28] Ces zones sont appelées Zones d'Accès Restreint
[29] 'Access Restricted Areas (ARA) in the Gaza Strip.' OCHA Factsheet, Juillet 2013.
[30] 'House Demolitions in Jerusalem', Rapport du Recherche du Dr. Meir Margalit, Yet, publication à venir.
[31] 'East Jerusalem, Key Humanitarian Concerns', OCHA, Mars 2011.
[32] 'Special Focus: West Bank Movement and Access Update.' OCHA, Septembre 2012. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_movement_and_access_report_september_2012_english.pdf>.
[32] http://www.btselem.org/freedom_of_movement/closure
[33] Ibid. Ce type de point de contrôle rend une route ou une location impraticable durant quelques heures sans qu'il y ait d'obstacle permanent sur le terrain.
[34] 'East Jerusalem: Key Humanitarian Concerns.' OCHA Factsheet, Décembre 2012

9,4% de la terre de Cisjordanie, dont Jérusalem Est, inaccessible aux Palestiniens de Cisjordanie. Des milliers de Palestiniens ont été confinés dans des poches isolées entre le mur et la ligne verte, restreignant drastiquement leurs moyens de subsistance et leur accès aux services de bases, tels que les écoles et les hôpitaux.

- **Jérusalem Est, qui était auparavant le centre politique, économique, religieux et culturel de la vie palestinienne, est de plus en plus isolé du reste du Territoire palestinien occupé.** Plus de 55 000 résidents palestiniens de Jérusalem Est sont coupés du centre de la ville et ont des difficultés à accéder aux services essentiels auxquels ils ont droit par les taxes qu'ils payent[35].

- **Des familles palestiniennes séparées doivent demander l'autorisation du gouvernement israélien pour être réunies.** Les demandes de regroupement familial ne sont possibles que depuis 2000 sur une base ad-hoc de « geste politique ». Une demande de regroupement familial peut mettre plus de 10 ans pour être traitée ; un Palestinien qui épouse une non résidente aujourd'hui ne sera en mesure de vivre avec sa conjointe dans le Territoire Palestinien Occupé que, au mieux, d'ici une dizaine d'années[36]. Un sondage de 2005 estime que plus de 640 000 résidents palestiniens de Gaza et de Cisjordanie en sont affectés car ils ont un parent, un frère, une sœur ou un époux qui n'est pas enregistré par le recensement israélien[37].

- **Le gouvernement d'Israël a unilatéralement révoqué les droits de résidence de plus de 11 200 résidents palestiniens de Jérusalem East.** Seules quelques centaines de Palestiniens ont vu leur statut de résident réinstauré après qu'il ait été révoqué[38]. Environ 293 000 palestiniens sont encore résidents à Jérusalem Est aujourd'hui[39].

L'économie palestinienne autrefois indépendante a été atrophiée

- **Les Palestiniens continuent de payer le prix de la colonisation israélienne continue.** Si les Palestiniens avaient accès à leur part équitable des ressources hydrauliques et si les restrictions en zone C étaient levées, l'économie palestinienne pourrait générer environ 1,88 milliards de dollars de plus par an[40].

- **Alors que le PNB israélien a explosé, celui de la Palestine a stagné**. Depuis 1993, le PNB Israélien par tête a augmenté depuis environ 13800 dollars à plus de 32000 dollars aujourd'hui[41]. Dans le même temps, le PNB par tête en Cisjordanie est passé d'environ 2000 dollars au début des années 90 à 2093 dollars [42] aujourd'hui, tandis que celui de

---

[35] 'East Jerusalem: Key Humanitarian Concerns.' OCHA Factsheet, December 2012.
[36] Carmi, Na'ama. Tr. Zvi Shulman. 'Oslo: Before and After – the status of human rights in the Occupied Territories.' B'Tselem: Mai 1999.
[37] 'Israel: End Restrictions on Palestinian Residency.' Human Rights Watch, 5 Février 2012. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www.hrw.org/news/2012/02/05/israel-end-restrictions-palestinian-residency>.
[38] 'Revocation of Residency.' B'Tselem. 18 Aout 2013. Dernier Accès le 2 Septembre <http://www.btselem.org/jerusalem/revocation_of_residency>.
[39] 'East Jerusalem: Key Humanitarian Concerns.' OCHA Factsheet, Décembre 2012.

[40] 'The economic costs of the Israeli occupation for the occupied Palestinian territory. A bulletin published by the Palestinian Ministry of National Economy in cooperation with the Applied Research Institute – Jerusalem (ARIJ).' Septembrd 2011. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www.un.org/depts/dpa/qpal/docs/2012Cairo/p2%20jad%20isaac%20e.pdf>.
[41] '2012 World Economic Outlook.' IMF. Dernier Accès le 3 Septembre 2013 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/02/weodata/index.aspx>.
[42] 'Developing the Occupied Territories: Overview.' Banque Mondiale, Vol. 1, Septembre 1993. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1993/09/01/000009265_397031 1123238/Rendered/PDF/multi0page.pdf>. p7, Encadré 2.3.

Gaza a baissé de 1,230 dollars à 1,074 dollars[43]. Si la productivité avait augmenté aux niveaux d'avant Oslo, le PNB par tête dans le Territoire Palestinien Occupé serait aujourd'hui environ 88% supérieur[44].

- **Les terres en Zone A et B coûtent environ 150% plus cher que des terres similaires en zone C.** Le prix de la terre en zone A et B est lourdement affecté par l'inflation causée par les restrictions sur le développement palestinien en zone C. Le manque de terres a eu comme effet direct d'avoir des récoltes moins bonnes, un plus fort taux de chômage et une baisse de la compétitivité des produits palestiniens[45].

- **Le centre d'Hébron, autrefois vivant et animé, est devenu le spectre d'une ville.** Autrefois le centre commercial pour toute la partie sud de la Cisjordanie, Hébron a été scindée en deux dans le cadre des négociations d'Oslo. Environ 500 colons israéliens, protégés par plusieurs milliers de soldats ont pris le contrôle du centre de la ville. En 1994, un ordre militaire israélien a ordonné la fermeture de la rue Shuhada, la rue principale du marché, aux véhicules et aux piétons palestiniens. Depuis 2000, l'écroulement économique du centre de la ville a entrainé la fermeture de plus de 1800 commerces palestiniens[46].

---

[43] 'GDP per capita.' PCBS. Dernier Accès le 3 Septembre 2013 <http://www.pcbs.gov.ps/Portals/_Rainbow/Documents /GDP-PercapitaConstant2000-2012E.htm>.

[44] 'Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people: Developments in the economy of the occupied Palestinian territory.' UNCTAD, 15 July 2011. Dernier Accès le 2 Septembre 2013 <http://unctad.org/en/Docs/tdb58d4_en.pdf>.

[45] 'Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people: developments in the economy of the Occupied Palestinian Territory.' UNCTAD, 8 Juillet 2013. Dernier Accès le 4 Septembre 2013 <http://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/tdb60d3_en.pdf>.

[46] 'Ghost Town: Israel's Separation Policy and Forced Eviction of Palestinians from the Center of Hebron.' B'Tselem, Rapport conjoint avec l'Association for Civil Rights in Israel, Mai 2007. Dernier Accès le 2 Septembre 2013. <http://www.btselem.org/printpdf/66021>.